

Les leviers pour que ça change dès 2012

Du 13 au 20 octobre, mon choix c'est l'Unsa



Rejoignez le SE-Unsa, adhérez !

En adhérant, dès à présent, vous bénéficiez d'un «bouquet adhérent» qui comprend :

Le magazine l'Enseignant et ses suppléments

Pédagogie, métier, analyses, coups de gueule, fiches pratiques... toute l'info mensuelle à domicile.



Des lettres en ligne régulières

Ciblage, réactivité... toutes les infos à chaud pour suivre l'actu. Accès également à nos rubriques catégorielles sur le site

www.se-unsa.org



Un relais de proximité

Des militantes et militants à votre écoute pour répondre à vos questions ou vous accompagner dans vos démarches



Un suivi personnalisé

Mutations, calcul de retraite, promotions... Des conseils, de l'aide pour votre déroulement de carrière grâce à des outils personnalisés et un espace

adhérent dédié sur le site.



**Adhérez en ligne
sur notre site national
www.se-unsa.org
rubrique «J'adhère».**



Mon choix, c'est l'Unsa !

12 Les Leviers

Sommaire

Pour la réussite
de tous les élèves
p.5

Pour la reconnaissance
des personnels
p.9

Pour un Service
public de qualité
p.13

Faut que ça change !

Année après année, enquêtes, rapports et analyses pointent les faiblesses de notre système éducatif. Année après année, 150 000 jeunes quittent l'École sans formation, sans qualification. Pour la grande majorité d'entre eux, l'horizon personnel, social et professionnel se limite alors au RSA ou à quelques subsides de circonstance. Les dégâts humains et le coût social sont redoutables.

Les options politiques prises depuis quatre ans renforcent ce phénomène. Ainsi, les suppressions massives d'emplois, l'anéantissement de la formation des enseignants, les orientations pédagogiques sélectives sont autant de facteurs qui fracturent et fragilisent l'École publique. Le tout sous couvert d'un élitisme républicain qui relève désormais davantage du tri sélectif que de l'ascenseur social.

Le nouveau modèle que l'on échafaude s'éloigne des fondamentaux de l'École de la République, accentuant toujours plus le fossé entre ceux qui pourront se payer le meilleur de l'Éducation et ceux qui n'auront d'autre choix que de se contenter de l'option «low cost».

Cette offensive contre l'École est aussi une offensive contre les enseignants. Ils sont aujourd'hui déconsidérés. Là où ils ont besoin de confiance, de respect et de reconnaissance, on leur rétorque exécution, application et obéissance. Il est urgent de leur donner les moyens d'être fiers de leur métier.

Ces orientations sont destructrices pour la cohésion sociale et l'avenir de notre jeunesse. Elles ne peuvent plus durer.

Au SE-Unsa, nous avons une idée bien précise des évolutions nécessaires. C'est le sens de ces 12 leviers que nous vous proposons d'actionner ensemble.

Dès 2012, il faut que ça change !

Christian Chevalier, *secrétaire général*

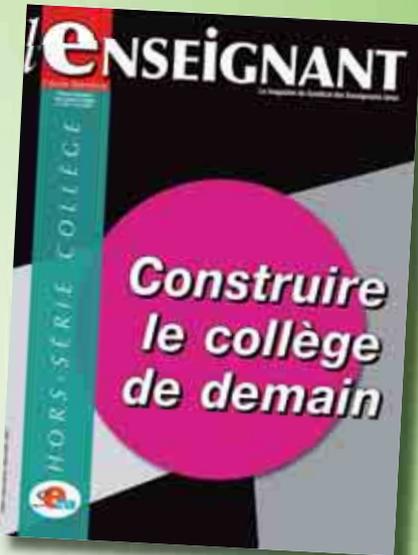


Syndicat des Enseignants-Unsa



209, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris
Directrice de publication : Stéphanie Valmaggia-Desmaison
tél : 01 44 39 23 00 - Fax : 01 44 39 23 13
www.se-unsa.org • national@se-unsa.org - Imprimerie : Ips

SUR LE FRONT ÉDUCATIF



**École-collège-lycée :
tout au long
de l'année,
le SE-Unsa s'est
mobilisé pour faire
changer l'École.**



Pour la réussite de tous les élèves

L'ÉDUCATION NATIONALE EST À LA PEINE. À l'issue de l'école primaire ? Presque 20% d'élèves en difficulté. Au collège ? Une dégradation des performances des élèves les plus faibles. Et au final, chaque année ? Plus de 120 000 jeunes sans aucun diplôme. L'écart se creuse entre les plus faibles et les autres, l'ascenseur social reste au rez-de-chaussée.

À tous les niveaux, les signaux passent au rouge : notre École est devenue le «grand corps malade» de notre société.

Inflation des injonctions paradoxales, incohérence des politiques successives, négation de la professionnalité des enseignants, réduction des moyens humains et matériels, rideaux de fumée médiatiques, tout concourt à la dégradation progressive du Service public d'éducation.

L'Éducation nationale n'est pas organisée pour assurer la réussite du plus grand nombre d'élèves mais pour sélectionner les meilleurs et renforcer leur excellence.

Faut-il s'en contenter ? Suffit-il de le déplorer ? Au SE-Unsa, nous proposons 4 leviers pour que cela change dès 2012 !

Levier n°1

Réaliser un système scolaire sans rupture

Notre École doit tenir plus d'une rampe d'accès que d'un escalier aux marches parfois très hautes à franchir. Aujourd'hui, à chaque étape, elle impose son lot de découragement et d'échec pour les élèves les plus fragiles. La scolarité doit se concevoir comme une suite d'apprentissages progressifs, sans rupture entre les différents niveaux de la scolarité (maternelle, élémentaire, collège, lycée, enseignement supérieur).

Pour le SE-Unsa, cette continuité éducative, qui reste à construire, demande de placer les apprentissages des élèves au cœur de notre enseignement. À l'heure actuelle, le métier d'enseignant se doit de dépasser le seul stade de la délivrance des savoirs. En clair, ce qui compte ce n'est pas l'ambition de ce qui est enseigné, c'est la réalité de ce que les élèves apprennent. L'enseignant doit donc permettre à chacun de s'appropriier, de hiérarchiser et de mobiliser les connaissances pour agir. La participation active des élèves est indispensable, leur mobilisation autour de projets, nécessaire. Pour le SE-Unsa, les enseignants doivent aussi être formés à cela.

Levier n°2

Construire un socle pour des acquis communs

Enjeu majeur pour une société démocratique, le socle commun est inscrit dans la loi depuis 2005. Pour autant, sa mise en œuvre trop technocratique est chaotique. Les enseignants sont livrés à eux-mêmes, accablés de tâches supplémentaires dont la finalité leur échappe. Le ministère souhaite-t-il vraiment que le socle se concrétise ? La mise en œuvre de celui-ci doit faire percevoir aux élèves le sens des apprentissages et leur offrir des situations qui les rendent acteurs. Le travail par compétences place ainsi, au cœur de l'École, le goût des savoirs et de leurs acquisitions. Rien ne sera possible sans des changements importants. Réviser les contenus d'enseignement, mettre l'évaluation au service des apprentissages, revoir l'organisation du temps de travail des élèves, exploiter d'autres moyens pédagogiques que le cours magistral sont quelques-unes des pistes à suivre. Pour le SE-Unsa, face à cette ambition éducative, les enseignants doivent alors être accompagnés, leur travail soutenu, mais aussi bénéficier de temps pour travailler en équipe au sein de l'école ou de l'établissement et pour se former à des pratiques pédagogiques diversifiées.

Levier n° 3

Se donner les moyens d'une école inclusive

Les discours charitables sur la difficulté scolaire et le handicap, maintenant, ça suffit ! Aujourd'hui, faute de moyens nécessaires, tous les élèves ne peuvent pas être accueillis dans de bonnes conditions à l'École. Pourtant, l'État doit garantir la scolarisation de tous les élèves, en tenant compte de leurs difficultés et de leurs besoins.

Pour le SE-Unsa, quelle que soit sa difficulté, chaque élève doit recevoir, tout au long de sa scolarité, les aides nécessaires et adaptées. Ainsi, l'accompagnement personnalisé doit prendre place dans le temps scolaire. Dans le cas de difficultés graves et durables, les élèves doivent bénéficier sans retard des interventions de Rased complets et de Segpa aux missions réaffirmées. Pour les élèves handicapés, la loi de 2005 doit être appliquée et le droit à compensation doit être garanti, de façon équivalente sur tout le territoire, par l'attribution des moyens financiers et humains nécessaires (pédagogiques, éducatifs, thérapeutiques, rééducatifs).

Rien ne sera possible sans aider et soutenir les enseignants. Pour le SE-Unsa, ils doivent être formés à la prise en charge de la difficulté scolaire et à la scolarisation des élèves handicapés.

Levier n°4

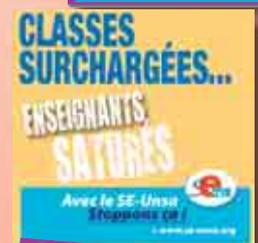
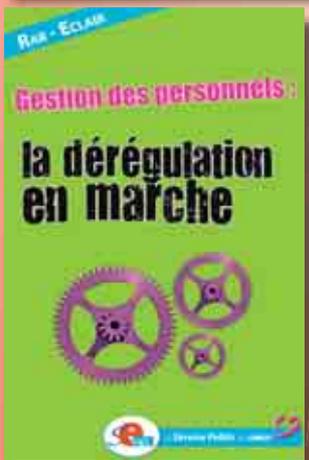
Bâtir des parcours de réussite au lycée

Aucune sortie sans diplôme, 80% d'une génération au «niveau bac», les objectifs assignés au système éducatif sont ambitieux. Ils restent illusoire. La réforme du lycée, mise en œuvre dans un contexte budgétaire désastreux, ne permettra pas de les atteindre. Pourtant, le lycée doit permettre à chaque jeune de construire son projet personnel, d'acquérir les compétences nécessaires à la poursuite de sa formation, dans le cadre de l'enseignement supérieur ou dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Il doit, par la poursuite de l'apprentissage de la citoyenneté et l'acquisition d'une culture générale, permettre au jeune d'accéder à une vie professionnelle, sociale et civique de qualité. Pour le SE-Unsa, le lycée doit s'organiser autour de deux voies de formation :

- la voie professionnelle qui prépare principalement à des diplômes professionnels (CAP/BEP/Bac Pro/BTS/Licence pro) et à l'insertion directe ;
- la voie préparatoire à l'enseignement supérieur qui ne propose plus des séries cloisonnées mais qui offre des enseignements généraux et technologiques à tous les élèves, quel que soit leur parcours.



Les personnels ont été mis à mal cette année. Le SE-Unsa s'est battu pour faire respecter leurs droits et faire valoir ses revendications.



Pour la reconnaissance et le respect des personnels

RETROUVER LA FIERTÉ D'ENSEIGNER. Pointés du doigt, ballotés de réforme en réforme, sommés de compenser les difficultés sociales, noyés sous la paperasse, parfois en butte à une hiérarchie tatillonne, les enseignants subissent une pression de plus en plus forte. L'ordre a remplacé l'explication, les tutoriels vidéo la formation et la contrainte, l'adhésion. L'espace de liberté pédagogique se rétrécit. Plus besoin de professionnels, de spécialistes en enseignement ; des répétiteurs suffisent amplement. Plus besoin de formation d'ailleurs, quelques stages satisferont au B.A-B.A. Parallèlement, le sentiment de déclassement social et professionnel grandit. Alors que les enseignants et personnels d'éducation se trouvent statutairement à un niveau de «cadres», on les cantonne à de simples exécutants de choix pédagogiques incompréhensibles voire incohérents. De plus, leurs salaires s'éloignent de plus en plus de ceux des professions comparables, tant dans le public que dans le privé. Le recrutement en pâtit, les demandes de mobilité professionnelle sont de plus en plus nombreuses. L'absence de considération se fait cruellement sentir... Faut-il s'en contenter ? Suffit-il de le déplorer ? Au SE-Unsa, nous proposons 4 leviers pour que cela change dès 2012.

Levier n°5

Revaloriser un métier qui le vaut bien !

Année après année, il faut serrer sa ceinture d'un cran supplémentaire. Plus performant que les cures amaigrissantes à la mode, le gouvernement applique un régime draconien aux fonctionnaires. Le blocage des salaires, l'augmentation des prix, les nouveaux prélèvements (conséquences de la détestable loi sur les retraites de 2010) amenuisent encore un peu plus les revenus des enseignants. Notre pouvoir d'achat diminue !

Les enseignants français gagnent 20% de moins que leurs homologues européens et 30% de moins (en moyenne) que les cadres français. Insupportable, injustifiable ! Le SE-Unsa réclame une revalorisation annuelle du point d'indice au moins égale à l'inflation.

Concernant le déroulement de carrière, le SE-Unsa revendique la création d'un douzième échelon, pour tous, en classe normale et un élargissement de l'accès à la hors-classe. Les ratios d'accès sont aujourd'hui les plus bas de la Fonction publique, notamment chez les PE et CPE.

Enfin, le SE-Unsa s'oppose à toute volonté d'instituer «une prime au mérite». De la même façon, il refuse toute prise en compte arbitraire de la valeur professionnelle dans le déroulement de carrière.

Levier n°6

Construire une vraie formation professionnelle

Allez plouf dans le grand bain de l'enseignement, et tant pis pour les non nageurs ! Tout le monde en convient : la réforme de la masterisation mène à la catastrophe. Faut-il continuer à foncer dans le mur ? Faut-il faire comme si de rien n'était ?

Le SE-Unsa propose un projet alternatif de formation des enseignants et personnels d'éducation, projet porté par tous les autres syndicats de notre fédération, l'Unsa-Éducation. La formation initiale doit être conçue comme un tout cohérent (licence, master, titularisation et formation continue). La formation professionnelle y trouvera alors toute sa place. Les concours doivent être conservés et les épreuves des concours se concevoir à partir d'un «référentiel métier».

Pour tous les formateurs de terrain, du premier comme du second degré, le SE-Unsa revendique la mise en place d'une certification universitaire, sur la base d'un référentiel de compétences commun. Enfin, la formation des enseignants tout au long de la vie doit être développée.

Levier n°7

Faut que ça bouge !

Bouger, changer d'air, explorer d'autres horizons, réorienter sa carrière... Vous en rêvez ? Pas de chance, l'Éducation nationale n'en a cure ! Suivre ou rejoindre son conjoint, se rapprocher de sa famille... essentiel pour vous, accessoire pour un ministère « prisonnier volontaire » des suppressions de postes. Le SE-Unsa exige, dans les opérations de mutation, transparence et équité. Il revendique le droit à une mobilité choisie pour les personnels. Par ailleurs, la mobilité ne doit pas être conçue comme un outil d'ajustement du ministère ou un simple enrichissement de la « qualité du service ». Elle doit offrir aux agents des possibilités d'évolution, de changement. Cela passe par la mise en œuvre effective du droit à formation via notamment l'augmentation des possibilités de congés de formation, mais surtout la mise en place de passerelles vers d'autres ministères ou fonctions publiques ainsi que le retour du congé mobilité.

Levier n°8

La santé au travail, j'y ai droit !

Du malaise à la souffrance, la politique subie depuis plusieurs années par les personnels a considérablement aggravé l'organisation du travail et les conditions d'exercice déjà difficiles. Le SE-Unsa tire le signal d'alarme sur l'existence des risques psycho-sociaux, souvent engendrés par l'administration elle-même. En effet, les suppressions de postes successives font porter sur les agents des responsabilités et charges de travail croissantes, niant par là même la spécificité des métiers, des missions, des compétences professionnelles. De la pression institutionnelle démesurée à une relation hiérarchique conflictuelle en passant par les incivilités ou violences vécues dans un établissement, le SE-Unsa va investir les CHS-CT (comités hygiène et sécurité-conditions de travail) pour que ces situations ne soient plus passées sous silence et trouvent enfin des réponses concrètes.

Stress, fatigue, usure de la voix, mal de dos... qui osera dire aux enseignants que leur métier n'est pas pénible ? Qu'il n'a pas de conséquence sur leur santé ? Le SE-Unsa exige que notre employeur, comme tous les autres, se préoccupe de ses agents. Le SE-Unsa revendique l'accès régulier de tous à une médecine du travail qui assure un suivi médical régulier des personnels ainsi qu'un contrôle des lieux et conditions d'exercice.



CHAQUE JOUR POUR VIVRE
LIBRES ENSEMBLE
 ON A TOUTES ET TOUS BESOIN DE
LAÏCITÉ
 POUR LES ENSEIGNANTS DE
L'UNSA
 DÉFENDRE CETTE
 IDÉE NEUVE
 C'EST GARANTIR L'AVENIR
LA PROMOUVOIR
 C'EST ESSENTIEL

Précision des préjugés et les clichés ont le vie altre quand il s'agit des différences entre les êtres humains. L'éducation contre le racisme est plus que jamais utile pour l'avenir de nos sociétés, académiques et contre tous les partis pris, idéologiques et contre tous les préjugés. Avec son projet "Main unies", l'Unsa nous en offre une belle opportunité.

DOSSIER

Éduquer contre le racisme

1 = 1

UN égale UN

Pour l'égalité
 Contre les discriminations

Le SE-Unsa a répondu présent face à l'avalanche d'annonces et de mesures gouvernementales.

E&J

Qui êtes-vous ?

13 ans... déjà suspect

NON : Blanc
AGE : 13 ans
SEXE : PARTICULIER !
 Participe en plein air à des manifestations sportives. à surveiller.

Avec les enseignants de l'Unsa
NON au fichier EDVIGE

300000 engagés
 pour l'École publique

ça va compter.

Pour un Service public de qualité

A VIS DE TEMPÊTE. Soumis aux tourbillons des suppressions de postes, à la volonté de mise en concurrence des établissements et à l'encouragement au consumérisme scolaire, le Service public et laïque d'éducation est entraîné dans le maelström de la dérégulation. Moins de fonctionnaires, moins de service public, moins de services au public : l'idéologie du toujours moins est au pouvoir. Cette œuvre de destruction massive se fait au détriment de la cohésion sociale et de l'égalité des citoyens. Quant à la jeunesse, lorsqu'elle n'est pas ignorée, elle est stigmatisée et présentée comme un danger. Peut-on construire un avenir commun sans que les services publics, et notamment le Service public d'éducation, ne soient soutenus, encouragés et dotés des moyens d'assurer leurs missions ? Peut-on construire le «vivre ensemble» sans la jeunesse et sans conclure un nouveau contrat de confiance avec elle ? Au SE-Unsa, nous sommes convaincus que non et proposons quatre leviers pour que cela change dès 2012 !

Levier n°9

Soutenir l'École de la République face à la dérégulation

Tous les ans, plus de 12 milliards d'euros tombent dans les coffres des écoles privées. Tous les ans, l'École publique s'appauvrit. Avec la loi Carle et les récentes offrandes faites au privé, la coupe déjà pleine déborde. L'argent de tous doit-il continuer à financer les choix de quelques-uns ? Pour le SE-Unsa, c'est non ! C'est pourquoi nous avons pris l'initiative d'un Appel national pour l'École publique qui a réuni plus de 300 000 citoyens-militants.

Pour le SE-Unsa, la loi Carle doit être abrogée et le principe du financement public des écoles privées remis en question.

L'État doit conforter la place et le rôle de l'Éducation nationale et non exacerber la concurrence voire encourager les marchands d'écoles. Nous voulons une École de la réussite où les futurs citoyens apprennent la solidarité, non comme on fait l'aumône, mais comme un acte gratuit. Nous voulons une École où la laïcité est garantie pour que l'esprit critique des jeunes puisse s'aiguiser en toute liberté.

Levier n°10

Investir durablement

Faire ce qu'on peut avec toujours moins ? Drôle d'équation au ministère de l'Éducation nationale : diminuer le nombre d'enseignants quand augmente le nombre d'élèves. Les années se suivent et se ressemblent : 80 000 postes supprimés en 5 ans. Dans la même période, le système scolaire a dû accueillir près de 100 000 élèves supplémentaires.

Élèves, enseignants, parents, élus, tous en subissent les conséquences : diminution par trois du taux de scolarisation des 2 ans, augmentation des effectifs par classe à tous les niveaux, disparition des dispositifs transversaux, suppressions de classes, de filières, d'options...

Étrangler le budget de l'Éducation nationale c'est aussi restreindre les possibilités d'actions des enseignants (moins de frais de déplacements, moins de budget pour des actions pédagogiques...).

Le SE-Unsa exige un plan budgétaire d'urgence se traduisant par des créations de postes à la hauteur des enjeux éducatifs et sociétaux.

Levier n°11

Jeunes en tête !

L'enfance doit être protégée et préservée. La jeunesse doit être encouragée et soutenue. Pourtant, du fichier Edvige à la disparition du Défenseur des enfants, du projet de prison dès 12 ans aux couvre-feux, le gouvernement n'a de cesse de s'acharner sur la jeunesse et de la présenter comme une menace. Le «bizutage social» des jeunes majeurs (chômage, précarité, accession difficile au logement...) n'a jamais été aussi fort.

Pour le SE-Unsa, le Service public d'éducation doit avoir les moyens de conduire toute une génération à une qualification. Nous devons briser le cercle de l'élitisme et offrir une allocation d'autonomie aux jeunes majeurs.

Bref, investir dans l'avenir et faire confiance à la jeunesse, c'est urgent !

Levier n°12

Pour un Service public au cœur d'une société solidaire

R^{GPP⁽¹⁾}, Réate⁽²⁾, sous ces sigles barbares se cache une véritable volonté politique de démantèlement des services publics. Compression budgétaire, statut du fonctionnaire menacé... l'offensive libérale fait flèche de tout bois. L'appétit du marché pour des pans entiers du service public est sans limites.

Pour le SE-Unsa, les services publics sont facteurs de cohésion sociale, de réduction des inégalités et de solidarité entre les citoyens. Ils sont les seuls à même de garantir l'égal accès aux soins, à l'Éducation, aux savoirs, aux nouvelles technologies, aux loisirs sur l'ensemble du territoire. Pour cela, un «socle commun» de services garantis doit être défini.

Fonctionnaires, nous sommes fiers de notre travail d'intérêt général. Pour une société solidaire, avec le SE-Unsa, nous exigeons que le Service public soit au cœur des futures priorités politiques et budgétaires.

(1) Révision générale des politiques publiques.

(2) Réforme de l'administration territoriale de l'État.

LA SOCIÉTÉ CHANGE
LE SYNDICALISME ÉVOLUE

UNSA

DES SALARIÉS DU PUBLIC ET
DU PRIVÉ UNIS POUR ÊTRE LIBRES

ENSEMBLE

MON CHOIX C'EST L'UNSA !

L'ÉCOLE CHANGE
L'ENSEIGNEMENT ÉVOLUE

SE-UNSA

DES ENSEIGNANTS DE LA
MATERNELLE AU LYCÉE UNIS
AUTOUR D'UN VRAI PROJET

ÉDUCATIF

MON CHOIX C'EST L'UNSA !

SYNDICAT DES ENSEIGNANTS-UNSA
209 BD SAINT-GERMAIN - 75007 PARIS
01 44 39 23 00 - www.se-unsa.org

